

## Le martyr des Chrétiens-Serbes du Kosovo et l'irrédentisme islamiste-ottoman dans les Balkans...



Alexandre del Valle évoque le sort des Serbes du Kosovo et des Chrétiens des Balkans. Les Chrétiens-Serbes du Kosovo sont victimes de persécutions depuis les années 1990.

Avec Alexandre Del Valle

**Qui se soucie du sort des Serbes du Kosovo et des chrétiens des Balkans qui font face, depuis les guerres yougoslaves, à un double péril: le nationalisme kosovar "grand-albanais" et l'islamisme néo-ottoman. Quel média antiraciste, quel homme politique de gauche ou autre, habituellement si "vigilant" face à l'islamophobie, même imaginaire, dénoncent des persécutions christianophobes dont sont victimes depuis les années 1990 les chrétiens-serbes du Kosovo? Presque personne...**

**Alexandre del Valle :** Depuis l'intervention occidentale aux côtés des séparatistes albanophones de l'UCK (hiver 1998-1999), les Serbes chrétiens-orthodoxes du Kosovo et en général les minorités (tziganes, slaves, etc) sont systématiquement persécutés dans le cadre d'un plan de purification ethno-religieuse dont les nations occidentales et l'ONU taisent le nom. Il est vrai que, comme l'antiracisme, qui fonctionne à sens unique, les Occidentaux - qui n'ont cessé d'accuser dans les années 1998-99 la Serbie et l'ex-Yougoslavie de Milosevic d'avoir commis des "génocides" en Bosnie et au Kosovo - ne peuvent difficilement admettre que des méchants serbes puissent "eux aussi" des victimes. Quand bien même le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie n'a pas pu prouver les accusations de plans génocidaires imputés à Slobodan Milosevic et en dépit du fait que 400 000 Serbes ont réellement été victimes de nettoyages ethniques et exils forcés (Krajina, Kosovo)... Inversement, les ultra-nationalistes musulmans-kosovars issus de l'UCK prônent ouvertement un projet de suppression de tout ce qui n'est pas albanophone, à commencer par les Serbes chrétiens-orthodoxes. En 2018, plusieurs événements ont amené le Kosovo au bord de la guerre civile. En mars 2018, le Directeur du bureau du Kosovo-Métochie, Marko Djurić, en visite officielle auprès des maires des communes serbes du Kosovo-Nord, fut kidnappé à Mitrovica puis molesté dans les rues de Priština par la police du Kosovo. En décembre, les autorités auto-proclamées de Priština ont déclaré un blocus commercial aux frontières avec la Serbie, provoquant des manques alimentaires importants dans la partie majoritairement serbe du Kosovo-Nord. Contrairement aux règles de l'OMC de liberté commerciale et à toutes les règles du droit international, les produits en provenance et/ou à destination de la Serbie ont été taxé à 100 %, provoquant ainsi un arrêt brutal des échanges et en cascade de nombreuses fermetures d'entreprises. En avril 2019, la police spéciale de l'Etat auto-proclamé du Kosovo a, sous prétexte de stopper une filière de trafiquants, mené une opération d'envergure à Mitrovica-Nord, Zvečan et Leposavić, trois communes serbes au nord du Kosovo. 16 policiers serbes ont été arrêtés et 2 membres russes de l'ONU. La police spéciale du Kosovo (ROSE) a terrorisé la population serbe en tirant sur des passants.

Déjà, en 2004, la police des Nations Unies, présente sur place, déplorait que la plupart des violences sont dirigées contre la minorité ethnique serbe-chrétienne au Kosovo. Écoles incendiées, enlèvements, intimidations et meurtres contre les Serbes et les Roms (depuis l'été 1999, la campagne de violence avait alors contraint à l'exil 200 000 Serbes et des milliers de Roms de la province (cf rapport de *Human Rights Watch* d'août 1999, «Abus contre les Serbes et les Roms dans le Nouveau Kosovo»). Sans parler des 135

églises orthodoxes détruites et du pogrom antiserbe de mars 2004, lorsque 19 personnes furent tuées et 34 églises orthodoxes serbes détruites sous le regard impassible de l'ONU et des soldats de l'OTAN sur place. Ainsi que l'a récemment confirmé un rapport officiel du Secrétariat d'Etat américain, peu soupçonnable d'amitiés philo-serbes, une attaque antiserbe a lieu tous les 2 jours au Kosovo. D'après Nicolas Mirkovic, président de l'association Ouest-Est, et auteur de l'essai *Le Martyre du Kosovo... "Les Serbes du Kosovo continuent de vivre dans un climat de peur et d'insécurité totale. Il persiste une pression quotidienne contre les Serbes qui savent qu'il ne faudrait pas grand-chose pour qu'un nouveau pogrom soit organisé contre eux comme en 2004, (...). La montée du nationalisme albanais et la radicalisation de la communauté musulmane laissent craindre le pire pour les Serbes et autres minorités du Kosovo (...). Comme sous l'empire ottoman, les Serbes du Kosovo sont des citoyens de seconde zone. Officiellement ils sont protégés par la constitution, mais dans les faits il n'y a pas de justice pour eux."* Parallèlement, afin d'imposer par la terreur une omertà sur les projets de purification ethnique des nationalistes kosovars, un important témoin albanophone, Nazim Rustemi, qui s'appêtait à révéler des détails accablants contre l'UCK au Tribunal international de la Haye relatif aux crimes contre les chrétiens serbes, officiellement "protégé", a été abattu par les ultra-nationalistes kosovars... Comment de nombreux leaders européens peuvent-ils encore oser prôner l'intégration dans l'Union européenne de cet Etat qui persécute ses minorités chrétiennes et avance un programme de conquête de plusieurs pays voisins au nom du projet irrédentiste de "Grande Albanie"?

### Nécessaires rappels géopolitiques et historiques...

Le problème kosovar apparut au début du régime de Tito, croate et communiste, peu soucieux du sort des chrétiens qui voulait absolument minimiser l'influence des Serbes à la tête de la république fédérée la plus peuplée et de la capitale fédérale, Belgrade. La création de la région autonome du Kosovo constitua aux yeux des Serbes une aberration géo historique, car il s'agissait du berceau même du peuple serbe, où avait eu lieu la fameuse bataille du Kosovo Polje contre les envahisseurs turco-ottomans au XIV<sup>e</sup> siècle. Cette région, qui avait toujours été majoritairement serbophone, vit au fil des temps une très forte diminution de sa composante serbe. Ceci était lié, d'une part, à l'arrivée des migrants albanophones, puis, de l'autre, au fait que les Serbes quittèrent en masse le Kosovo - région économique très déprimée à l'époque de Tito - pour s'installer plus au Nord. Vers les années 1990, les Serbes, par ailleurs bien moins fertiles démographiquement que les Albanais, ne constituaient donc plus que 10% de la population du Kosovo, et ils étaient principalement concentrés au nord, autour de Mitrovica. Le mouvement séparatiste kosovar antiserbe, qui existait depuis la fin des années 1980, prônait la sécession et le rattachement à l'Albanie. (mythe de la « Grande Albanie »). En 1998 – 1999, ce séparatisme kosovar minoritairement terroriste-marxiste (UCK), prit la forme d'une insurrection armée plus large liée à la mafia albanaise et au terrorisme islamiste international. Il fut alors violemment étouffé par l'armée yougoslave, qui ne comptait déjà plus que la Serbie et le Monténégro. C'est alors que, décidé à réduire l'ex-Yougoslavie et son élément serbe-orthodoxe pro-russe à sa plus simple expression, l'Occident décida d'intervenir militairement pour changer le rapport de forces sur le terrain au profit des terroristes kosovars de l'UCK, devenus tout à coup des « combattants de la liberté » comme les moujahidines afghans jadis... En fait, les puissances atlantiques imposèrent par leur intervention armée - illégale sur le plan du droit international - une sécession *de facto* du Kosovo, également illégale - transformant ce dernier en un protectorat de l'OTAN, avec la deuxième plus grande base américaine de la région édiflée dans la foulé (Bondsteel). Ce faisant, les Occidentaux violèrent le principe fondateur de l'ordre international et des accords précités d'Helsinki sur lequel reposait jusqu'alors la sécurité européenne, à savoir l'inviolabilité des frontières reconnues internationalement. Dix ans plus tard, en 2008, les Kosovars organisèrent un référendum au cours duquel ils se prononcèrent massivement en faveur l'indépendance. L'Occident toléra appuya ce scrutin illégal du point de vue du droit international. L'indépendance du Kosovo fut reconnue par une grande partie des Etats-membres de l'Union européenne puis par les Etats-Unis, tandis que la Russie, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, la Slovaquie et Chypre, entre autres, en refusèrent de reconnaître l'Etat nouvellement né du Kosovo. Le Kosovo indépendant, donné en pâture à la mafia albanaise et aux islamistes néo-ottomans ou liés à l'Arabie saoudite ou d'autres pôles de l'OIC, qui se cachait derrière le paravent « révolutionnaire » de l'UCK, connu même depuis lors une émigration massive de sa population qui partit chercher du travail à l'étranger, preuve que la tutelle serbe n'était pas la cause de leur pauvreté. Comme jadis en Afghanistan, lorsque les Etats-Unis ont aidé des jihadistes face à l'Armée Rouge, le "dommage collatéral" de cette politique, qui visait à empêcher les Russes et leurs alliés d'accéder au mers chaudes puis à élargir ainsi l'OTAN toujours plus à l'Est, a été la montée du panislamisme (des pays du Golfe et de la Turquie néo-ottomane). Ces conséquences catastrophiques n'ont hélas jamais conduit les stratèges occidentaux à revoir leur copie, même si le jihadisme international a pu élire domicile dans les Balkans depuis les Accords de Dayton (Bosnie) et l'amputation du Kosovo au détriment de l'Etat souverain serbe (1998-2008). Le Kosovo est ainsi devenu la région d'Europe qui a fourni (par tête d'habitants) le plus de jihadistes en Syrie et en Irak... Des dizaines d'entre eux viennent d'ailleurs d'être rapatriés du Proche-Orient.

### Le Kosovo/Bosnie: cibles du revanchisme islamiste et de l'irrédentisme ottoman...

Pour comprendre à quel point la création de cet Etat séparatiste sur les ruines de l'ex-Yougoslavie fut un drame pour les chrétiens serbes, il suffit de se souvenir des paroles de l'important *cheik* saoudien Mohammed Ben Abd El-Rahman Al-Arifli, imam à la mosquée de l'Académie de la Défense du roi Fahd ([siteKalemat.org](http://siteKalemat.org)) : « *Nous contrôlerons la terre du Vatican ; nous contrôlerons Rome et y introduirons l'islam. Si bien que les chrétiens, qui ont gravé des croix sur les torses des musulmans au Kosovo, en Bosnie et dans divers endroits du monde avant cela – devront nous payer la jiziya [taxe payée par les non-musulmans chrétiens et juifs sous la charià, nada] dans l'humiliation, ou se convertiront à l'islam...* ». Depuis le début des guerres yougoslaves, l'Arabie saoudite - premier donateur à la Bosnie (560 millions de dollars par an), a décidé de faire des Balkans (Kosovo, Albanie, Sandjak, Macédoine) et de la Bosnie en particulier, jugés trop laïcisés par les décennies de communisme et par le soufisme Bektâchî, le cœur de son programme d'islamisation en Europe. La diplomatie fondamentaliste du Royaume passe par l'Agence Islamique d'Aide ou la Haute Commission saoudienne d'aide et de Coopération. Depuis 1992, 150 mosquées ont été reconstruites ou édifiées avec son soutien. En septembre 2000, la Haute Commission a inauguré à Sarajevo la plus grande mosquée des Balkans, dédiée au roi Fahd Ibn Abdul Aziz. Située dans le quartier populaire d'Ali Pasino Polje, elle est devenue l'un des principaux centres de propagation du salafisme dans les Balkans. Depuis les années 1990, les fondations saoudiennes financent aussi la construction de mosquées au Kosovo et en Macédoine. 240 nouvelles mosquées ont surgi de la sorte au Kosovo et 300 en Macédoine, nouveau foyer de radicalisation albanois-islamiste dans la région.

La Turquie s'intéresse également aux Balkans, notamment à la Bosnie, à la Macédoine au Kosovo, et aux minorités musulmans slaves ou turcophones de Bulgarie/Roumanie. Du fait que les minorités autochtones converties à l'islam ou les colons turcs étaient mieux lotis que les chrétiens à l'époque ottomane, ils s'identifient souvent à la Turquie. Et dans le cadre de son irrédentisme néo-ottoman, Erdoğan joue allègrement sur ce registre lorsqu'il se déplace dans les Balkans. D'un point de vue géopolitique, il s'agit d'une véritable provocation envers les Etats souverains de la région qui se sont libérés difficilement, entre le XIX<sup>e</sup> ème et le XX<sup>e</sup> ème siècle, du ~~joug turco-islamique qui avait transformé les chrétiens autochtones en parias humiliés, soumis et écrasés par les impôts et captures~~

---

d'enfants (*Devchirme/Janissaires*). Depuis les guerres ex-yougoslaves des années 1990, et après l'écllosion de petits Etats ethno-confessionnels musulmans comme la Bosnie et le Kosovo, la Turquie réislamisée par Erbakan puis Erdogan se présente comme le « protecteur » des populations musulmanes est-européennes. Des fonds turcs conséquents sont ainsi alloués depuis des années à la reconstruction de monuments ottomans, de mosquées, de projets financiers, ceci afin de consolider sa présence de la Turquie dans la région. Couplé au *soft power* des productions cinématographiques, des coopérations scolaires, des envois de prédicateurs et du développement de l'enseignement du turc et des projets de développement économiques, cet activisme islamique turco-ottoman a contribué à redorer le blason de la Turquie et à faire d'Erdogan un véritable « néo-Sultan » des Balkans. Tout cet activisme turco-ottoman et panislamiste-conquérant, que les pays de l'OTAN ont encouragé depuis les années 1990, face aux Serbes, l'Union européenne le paiera bientôt très cher, notamment lorsque la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine et le Kosovo rentreront dans l'Union européenne... Erdogan ou ses successeurs islamo-nationalistes turcs disposeront alors dans l'UE non plus seulement de diasporas-réserves d'électeurs turcs, mais d'Etat-clients islamiques ou réislamisés mis à disposition de la stratégie néo-ottomane d'Ankara et des lobbies panislamistes mondiaux ...

### **En guise de conclusion...**

Dans l'indifférence totale - ou la complicité passive - des pays de l'Alliance atlantique, 150 églises et monastères orthodoxes ont été détruits; 40 000 maisons brûlées ou plastiquées et 200 000 Serbes poussés à l'exil hors du Kosovo par les extrémistes albanophones dont les leaders, bien qu'ayant été inculpés pour crimes de guerre par le Tribunal Pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie, sont reçus par les grandes chancelleries occidentales. Comme le rappelle Alexis Troude, président du collectif pour la Paix au Kosovo et auteur de l'ouvrage Géopolitique de la Serbie, "depuis la mise sous tutelle internationale du Kosovo en 1999, ni la Mission d'interposition des Nations unies pour le Kosovo (MINUK) ni la Kosovo Force (KFOR) n'ont pu empêcher un processus de purification ethnique impulsé par les extrémistes albanais. Entre 1999 et 2008, sur les 235 000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo après les accords de Kumanovo, seuls 18 000 ont pu revenir dans leurs foyers. Plus grave, entre 1999 et 2004, 1197 non-Albanais ont été assassinés, et 2300 kidnappés". Troude déplore que plus un seul Serbe ne vit à Gnjilane, où ils étaient encore pourtant 8000 en 1999, et qu'ils sont à peine une quarantaine à Pristina, la capitale du Kosovo, contre 40 000 en 1999. Il précise que parallèlement aux attaques violentes, "le gouvernement de Pristina mène une politique d'albanisation culturelle, conduisant à un mono-ethnisme exclusiviste (...), le Ministère de l'Education de Pristina a imposé l'albanisation des cours du primaire en 2006. (...) Le multi-ethnisme promis par Bernard Kouchner, Haut représentant de l'ONU au Kosovo en 1999-2000, a donc laissé la place à une politique culturelle exclusiviste"...

Mais l'indifférence des Européens vis-à-vis des persécutions de chrétiens-orthodoxes serbes au Kosovo ou ailleurs n'a rien d'étonnant, puisque des pays comme la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suède ou l'Allemagne, qui subissent depuis des décennies une immigration islamique massive souvent hostile aux juifs, aux chrétiens et aux athées/apostats, renient de plus en plus leurs propres racines identitaires chrétiennes au profit d'un multiculturalisme, qui, comme au Kosovo, donne la part belle à l'islamisme conquérant dans tant de quartiers de non-droit et de non-Occident où juifs et chrétiens doivent raser les murs ou sont pris pour cibles. Outre le cas très médiatisé de Mila, la lycéenne LGBT menacée de mort par des musulmans assoiffés de haine en réaction à ses propos jugés blasphématoires, on peut parler du cas tout aussi inquiétant mais totalement ignoré de l'agression, le 14 janvier dernier, d'un chrétien-serbe, Lazar, du Lycée Marx Dormoy (18e arrt de Paris), par des "jeunes" voulant l'obliger à retirer sa croix au cou. Le jeune été balaféré devant des témoins adultes et jeunes impassibles. Le CPE du collège a minimisé l'affaire et s'est moqué des parents exaspérés en se félicitant qu'aucune sanction ne serait prise contre les agresseurs à cause des grèves... Les parents de Lazar ont porté plainte en espérant, en vain, que justice sera faite. Des associations de défense des chrétiens persécutés ont proposé d'aider Lazar et sa famille, mais aucun média ni aucun politique ou autre lobby "antiracites" ne se sont mobilisés. Comment les dirigeants de nos sociétés occidentales devenues multiculturelles donc multi-conflictuelles pourraient-elles condamner la violence christianophobe islamique qu'ils tolèrent et exonèrent chez nous ?